



... Car quand c'est insupportable... on ne supporte plus !

Nouvelles résistances...

Sivens, les projets inutiles et déments, la lutte des intermittents et la CIP, la bagarre des éducateurs en Haute-Garonne, les expulsions des sans-toit... la répression et le retour féroce de l'état policier... la résistance face à l'extrême-droite aux commandes dans plusieurs villes... etc. etc. Tant de sujets falsifiés, tronqués, évincés par les médias ! Comment en parler ? et pour en parler, qui de plus légitime que les acteurs eux-mêmes ?

C'EST en janvier 1976, que sort le premier numéro de Basta. Le but de ce journal est d'accompagner nos actions, d'exprimer nos indignations et nos points de vue sur les événements politiques et sociaux qui se produisent.



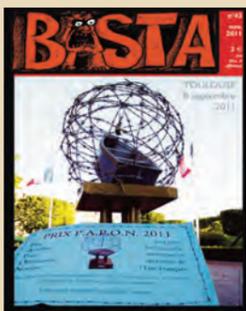
Aucune prétention journalistique ni aucune illusion lucrative, mais un moyen d'expression sans retenue. Avec une parution «circonstancielle», au gré des besoins, et des événements.

Au fil du temps, pour de multiples raisons – choix d'autres formes de résistance, envahissement d'une communication débridée autour de nous, abandon programmé du livre, de la presse écrite, et décourageante hégémonie du net –, BASTA s'est fait plus rare,

refaisant surface à l'occasion de quelques coups de colère...

Le dernier en date est paru en 2011, pour accompagner "Le prix Papon", spectacle de rue dénonçant les expulsions massives d'étrangers et le zèle des préfets.

Le sujet est loin, bien loin d'être clos, et le traitement de l'immigration est toujours aussi scandaleux...



AUJOURD'HUI, on peut voir que la plupart des sujets abordés durant ces 40 années sont encore d'actualité et demandent des mobilisations : le chômage, les inégalités de plus en plus criantes, les projets inutiles et le peu d'écoute accordée aux citoyens concernés, la montée des extrémismes de droite, cathos intégristes... avec les appels aux expulsions, le rejet de l'asile et de la solidarité...

Alors, on a encore envie de crier : Ca suffit !!! BASTA !

Les luttes existent, la résistance s'organise aussi, face au cynisme, à la connerie, à l'incapacité de nos dirigeants, face aux inégalités jamais égalées (!), face à... face à... la liste est longue.

Et on se dit : On pourrait raconter tout ça, partager les expériences, réussies ou pas encore abouties, communiquer les besoins de solidarités, dénoncer l'inacceptable, débusquer le fascisme partout où il se niche...

Savoir que l'on n'est pas seul, qu'il y a partout des gens qui se battent, pour leur dignité, pour leur liberté, ça peut aider, non ?

NOMBREUX sont ceux qui voudraient nier l'élan, qui, depuis les interventions altermondialistes, les rassemblements d'indignés et autres mouvements hors des partis, hostiles à la récupération, a germé dans la jeunesse et en a requinqué plus d'un, moins jeunes...

Nombeux sont ceux qui, voulant renier, ou enterrer ce qu'ils appellent "les idées de 68", n'en voient que la surface, le spectaculaire, les chefs et les sous-chefs, les slogans moqueurs et les pavés, mais ils ignorent, ou feignent d'ignorer, la révolte profonde, les racines de l'autonomie et la volonté populaire de prendre son sort en main, sans guide, sans parti ni religion, et sans maîtres à penser ! Cela s'est produit aussi en plusieurs occasions dans l'histoire, il y a ce qu'on voit, ce qu'on raconte, en le portant aux nues ou en le dénigrant, et il y a ce qu'on ne voit pas, ce qui se passe dans les luttes, les liens qui se créent, les prises de conscience, les initiatives populaires, individuelles et collectives... pour ne citer en France que la Commune de Paris, et ailleurs, plus récemment, qui peut dire ce qui existait au fond, dans ce qu'on a appelé le printemps arabe, au-delà de la dualité dictateurs / intégristes ? en profondeur ? dans le peuple ?

Aujourd'hui, il en est de même, les gens qui se mobilisent pour résister, qui se révoltent, en ont marre des discussions, des litiges entre partis ou tendances, en ont marre des leçons de politique et de révolution. Ils veulent agir, pour changer leur quotidien, et le quotidien de tous ; ils veulent changer le monde à leur échelle, à leur façon, même si cette façon n'est pas orthodoxe, ils veulent lutter pour vivre. Simplement vivre. Cela surprend les "professionnels", ceux qui "savent", syndicalistes, révolutionnaires et autres partis dits de gauche ou d'extrême gauche... et si ce n'est pas contre eux que les luttes sont dirigées, il n'est plus question, dans bien des cas, de leur faire une confiance aveugle ou de suivre comme un troupeau...

Même quand, comme en Grèce, la révolte permet de faire un grand pied de nez aux exploiters, aux moralistes, aux économistes, aux banquiers et autres coquins et requins, et de changer, au moins un temps, les rapports de force, le peuple qui a gagné cela, se méfiant des retours de bâton, des chefs qui peuvent évoluer, a toutes les raisons de garder son libre arbitre, son sens critique et ses forces combattives... Cela n'empêche pas, bien sûr, de jubiler un peu, devant la gueule des technocrates de Bruxelles et d'ailleurs !

Mais, encore une fois, résister, c'est ne jamais rendre les armes. C'est construire, ensemble, sans s'abandonner, pieds et poings liés, à des représentants, quels qu'ils soient.

Résister, c'est rester vivant, rester humain, pas mouton !

Basta

Dans ce numéro...

p.1 édito

p.2 La liberté d'expression

p. 3, 4, 5 : Les nouvelles résistances

p. 3 : Sivens "Garderem lou Testet"

p. 4-5 : Intermittents et CIP Chronique d'une année de luttes

p. 5 : Le combat des éducateurs contre l'exclusion des "jeunes majeurs" en Haute Garonne

p. 6-7 : Béziers : le fascisme aux commandes

p. 7 : censure, ça ne date pas d'hier !

p. 8 : éditions de l'AAEL

BASTA n° 44 février 2015

Édité par l'Association pour l'Art et l'Expression Libres

Contact : aael-toulouse@sfr.fr aael-toulouse.eklablog.com

La république nous appelle!

Pour elle, un Français doit mourir !!!

On n'a pas eu droit à ce chant héroïque, mais c'est tout comme ! Les élans guerriers n'ont certes pas manqué, et l'inévitable "sang impur" qui "abreuve nos sillons" n'a gêné personne, dans cette grande messe, qui se voulait laïque, mais qui ne pouvait se passer d'une ferveur patriotique, quasi religieuse, guidée par nos nouveaux pasteurs...

Bien sûr, le massacre du 7 janvier à Charlie Hebdo est un événement épouvantable, bien sûr il démontre que le fascisme est galopant, est partout, est aveugle, et peut surgir de toutes les idéologies intolérantes, religieuses ou non.

Attaquer les dessinateurs de Charlie ! les exécuter ! il n'y avait pas plus gentil, plus pacifiste, que ces dessinateurs, et s'ils faisaient effectivement passer des messages avec leurs crayons, souvent au deux ou troisième degré, ce n'était jamais haineux. Et c'était, pour les plus anciens, une culture de la phrase, du coup de crayon qui touche juste, comme les slogans sur les murs, en mai 68. Iconoclastes certes, avec talent ... mais la mort, pour ça !

Alors, bien sûr que nous sommes touchés, profondément... Mais au-delà de cette peine, nous qui sommes particulièrement attachés à l'expression libre, notre objectif depuis tant d'années, nous sommes aussi profondément irrités par l'utilisation de pure circonstance, superficielle, hypocrite, qui est faite de cette notion ; nous saturons des déclarations et des trémolos qui dégoulinent de nos télévisions et qui, en réalité, ne changent pas et n'ont aucunement l'intention de changer notre monde de merde...

Nous ne sommes pas dupes de ces roulements de tambour rrrrrépublicains ! de cette prétendue démocratie dans laquelle l'inégalité est criante, la fraternité de surface, et la liberté... surveillée !

Liberté d'Expression ou Expression Libre ?

Des millions de personnes ont donc «manifesté» leur revendication de liberté d'expression. C'est bien. Mais de quoi s'agit-il ? sans doute du refus de la censure, un peu, mais surtout, et c'est plus que légitime, du refus d'être tué pour ses idées.

Dans la tête de la multitude de gens qui étaient là, tous les « Je-suis-Charlie », on peut se demander s'ils pensaient à leur propre possibilité d'expression, où si cette revendication ne restait pas un peu théorique, réservée à ceux qui ont le rôle de «s'exprimer», les journalistes, les dessinateurs, les écrivains, les artistes...

C'est déjà pas mal, dans un pays où l'on censure encore, quoi qu'on en dise, et où l'on peut tout dire, mais quand même... un maire catho intégriste peut empêcher une exposition qui ne lui plaît pas, un ministre peut interdire un spectacle, certes assez infâme, mais où est la limite ? N'y a-t-il pas d'autres moyens de combattre les idées dégueulasses, dangereuses que d'interdire la parole ?

Bien sûr, ce n'est pas de l'assassinat, mais ce n'est pas la liberté non plus, même si encore une fois, en France, nos spécialistes en parole, en critique et en humour peuvent aller assez loin... Est-ce que cela peut nous suffire ?

La liberté d'expression est un droit, qui se défend, qui se revendique... c'est un minimum.

L'expression libre est autre chose : c'est l'indépendance de la réflexion et de la parole de chacun de nous, individuellement ou en groupe ; c'est la résistance à l'endoctrinement, à l'abrutissement, c'est le refus de la soumission aux discours imposés ou hypocritement distillés, de l'abrutissement généralisé, c'est aussi la construction d'espaces de liberté, de rencontres et d'échanges. Ce n'est pas la télé, ce n'est pas la presse, ce ne sont pas les discours des «spécialistes».

L'expression libre, c'est l'autonomie de l'individu, son droit à construire ses propres croyances, ses convictions, à pousser ses gueulantes s'il en a envie, à contester les idées reçues... et surtout à prendre les moyens de le faire, avoir le courage de le faire, conquérir la liberté de le faire.

L'expression libre, c'est l'insoumission aux discours lénifiants, aux images trompeuses, aux discours dominants, aux baratins et à la notion même de «spécialiste»

L'Expression libre, c'est accoucher, souvent dans la douleur, d'une pensée et d'une parole personnelles, et arriver à les partager, à en débattre...

Tout est à tous... et avant tout, le droit à la parole !

AAEL

En France, on meurt pour un dessin, on meurt pour un barrage !

Bien sûr, on se rappellera de la mort de Rémi Fraisse, du comportement particulièrement violent et sans mesure des forces de l'ordre.

On gardera en mémoire la brutalité épaisse des milices en tenue de camouflage, beaufs ruraux pleins de rancœur et de haine, la médiocrité politique et éthique de la plupart des politiques locaux, jamais avarés de propos calamiteux et de décisions pétochardes.

Il faudra se souvenir également, qu'au fond, cette affaire, comme celles qui lui ressemblent, est l'illustration de tout un système obscur et nauséabond de copinage et de complicité.

Du Président du Conseil général du Tarn et ses élus sous influence de lobbies particulièrement agressifs, en passant par des techniciens et des agences telle la Compagnie d'aménagement des côtes de Gascogne au rôle occulte et omnipotent, tout ce petit monde se tient par la barbichette.

Pour faire bon poids, complétons avec l'influence d'un canard régional dont le responsable est partie prenante politique dans l'affaire, et dont les articles témoignent d'une singulière hémiplegie journalistique.

Un magnifique marigot !

J. M.

GRAND GUIGNOL

«OGRE», «SORCIERE» et MERLIN... bientôt au tribunal de Toulouse !



Non, ce n'est pas un gag, la Justice, qui n'a rien d'autre de plus urgent à traiter, va ouvrir un procès, initié par le Maire d'une petite commune de la Haute-Garonne (PLAGNE), contre l'auteur d'un Conte Paysan Médiéval – signé Merlin l'Emmerdeur. Merlin a créé des personnages de fiction dans lesquels l'élu local reconnaît toute sa famille (?).

Dénoncé sur le site - <http://adap31.overblog.com/> - pour ses pratiques despotiques dans la gestion de sa commune... l'élu local ne trouve pas mieux –ce qui lui évite de répondre sur le fond– que d'attaquer une fiction... Suivons avec intérêt ce procès qui va en dire long sur la liberté d'expression et la possibilité d'utiliser des procédés littéraires qui ont valu des désagréments à La Fontaine et Molière.

P. M.

**MERLIN a dit la vérité...
il doit être exécuté !**

La date du procès sera annoncée sur le site de l'ADAP31 (ci-dessus) et sur celui de l'AAEL : aael-toulouse.eklablog.com.

...de la phobie... religieuse

Je vous le dis, le diagnostic est posé : je suis "...phobe" !

Oui, il y a des choses qui me débectent, vraiment, profondément, viscéralement, irrémédiablement ! Oui, je connais la religion, pour en avoir souffert, et je les combats toutes, dans leur principe même ! oui je crois que s'il n'y avait pas de religion, il n'y aurait pas d'intégrisme religieux ; et je pense donc que toutes les religions contiennent les germes de leurs excès et de leurs déviances ! parce que même si elles affichent un visage modéré, elles instituent le dogme, elles dictent la vérité, elles tentent de l'imposer, et ce qu'elles appellent le respect de la religion est un moyen d'appliquer à tous ses diktats, ses interdits ... Et puis quoi encore ! au nom de quoi, si je suis athée, ce qui est le cas, j'obéirais à l'interdiction de dessiner ceci ou cela, ou à quelqu'autre règle qui ne signifie rien pour moi ?

Oui, vraiment, je suis "...phobe", même si ce n'est pas de bon ton. Je suis deiphobe, christianophobe depuis longtemps parce que c'est l'aliénation que je connais le mieux, islamophobe aussi, pourquoi non ? n'est-ce pas aussi une religion aliénante ? Et c'est trop facile de confondre ou de faire semblant de confondre ça avec du racisme ! les églises, les chefs religieux qui fanatisent les troupes pour en faire ce que l'on appelait de "la chair à canon", sous quelque forme que ce soit, des croisades au jihad, de la Saint-Barthélémy aux massacres de Daesh, n'ont rien à voir avec la couleur de la peau, ou autres caractéristiques ethniques qui sont des diversités naturelles, d'un grand intérêt humain au contraire. Mais oui, bien sûr, j'aime les gens, tous les gens, les gens différents, avec leur culture, leur cuisine, leur musique... leur histoire...

Je comprend, en faisant un effort, que l'on puisse décider de croire au surnaturel, à un dieu, à des solutions salvatrices, à une vie après la mort, je comprend que cela peut soulager de la merde dans laquelle nous vivons, j'accepte que l'on s'efforce de calmer ainsi ses angoisses, mais je n'accepterai jamais – jamais plus, je veux dire – que l'on m'impose cela comme la vérité. Je veux pouvoir dire ce que je pense, je veux pouvoir nier l'existence de dieu, comme d'autres affirment le contraire et veulent que leur croyance soit respectée ! je veux, en tant qu'athée, que ma conviction soit aussi respectée !

Bien sûr la moquerie gêne, mais nous, les non-croyants, nous ne sommes pas moqués, nous sommes traités de monstres, nous sommes des ennemis... autrefois on disait "les païens" et toutes les religions ont des mots péjoratifs pour "les autres", ceux qui ne sont pas de la croyance. Le prosélitisme aidant, avec la mission de "sauver" (ou plutôt d'asservir !) l'humanité, la guerre est toujours là, tapie dans les projets de ceux qui sont au commandes ! et la guerre n'est-elle pas bien plus grave que des caricatures ?

L'humour est la solution douce, la plus douce possible, pour essayer de communiquer, de démonter des idées reçues, de tenter d'ouvrir les yeux d'ouailles crédules et moutonnières...

Alors, quand les religions utiliseront l'humour, plutôt que l'anathème, quand elles cesseront de se prendre pour les guides des peuples, quand modestement, enfin, elles comprendront qu'elles ne sont rien d'autre que des hypothèses (mais cela leur ferait perdre les moyens d'imposer la soumission aux populations), alors, peut-être, on aura des débats rigolos !

... alors, peut-être, je guérirai de ma phobie ...

H.

GARDAREM LOU TESTET!!!

CHRONOLOGIE DE LA LUTTE POUR LA SAUVEGARDE DE LA VALLÉE DU TESTET

► **2001** - Enquête d'utilité publique, par la CACG, maître d'œuvre et gestionnaire de l'exploitation.

► **2009** - Actualisation de l'enquête d'utilité publique : les données sur l'irrigation ne sont pas mises à jour.

► **2011** - Création du «Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du TESTET» dit **collectif Testet**. Actions en justice, chaînes humaines, casseroles, contre-expertises... Rien n'y fait, le projet avance.

► **2013** - La Commission nationale de la protection de la nature émet 2 avis négatifs sur le projet.

13 octobre - **Création du collectif** «*Tant qu'il y aura des bouilles*», contre «*le barrage et son monde, pour la reprise en main du territoire par celles et ceux qui l'habitent*».

23 octobre - Occupation de la Métairie Neuve, ferme de 300 ans, abandonnée par le Conseil Général du Tarn.

► **23 janvier 2014** - Attaque et saccage de la Métairie par un commando de «pro-barrage» cagoulés.

25-26 janvier - Construction de la «*La Bouillonnante*», nouveau camp, avec le chapiteau de Pistil.

Janvier-février - La résistance s'organise dans un joyeux bordel. Mise en place des **alertes-Bouilles par sms** en cas d'attaques des «forces du désordre». Tours de garde, récuaps, des liens se tissent avec riverains.

27 février - Expulsion de *La Bouillonnante*. Le jour même, nouveau campement et **début de la Zad**.

Mars - Sur la Zad, résistance active non-violente, chicanes et barricades. Vie collective et créative.

5 Avril - **Victoire de la Zad** : CG 81 et CACG perdent les budgets européens. 6 mois de gagnés pour la forêt !

26 avril - **Printemps de Sivens**. Rassemblement mené par toutes les composantes de la lutte.

15 août - Retour des opposant.e.s sur le site. Arrêtés préfectoraux interdisent camping et tout passage.

27 août - **Grèves de la faim** commencées devant le CG. du Tarn.

31 août - Rassemblement à Barat de plusieurs centaines de personnes. Forte présence policière.

Septembre - **Début du chantier de déboisement**. Écllosion de la ZAD. Occupation de plate-formes dans les arbres. Nouveaux occupants motivés, certains avec expérience des ZAD. Barricades, tranchée sur la route. Affrontements quotidiens avec les gendarmes, défense non-violente majoritaire, peu d'action d'attaque, union des formes de lutte. Flash-ball, quantités de grenades, nombreux blessés, atmosphère de guerre. Campements systématiquement détruits, affaires personnelles brûlées et réoccupation systématique. Les dimanches, AG et pique-nique où se retrouvent occupants et soutiens, jusqu'à 2000 personnes. Réunions et actions de soutien partout en France. La déforestation continue...

8 septembre - Barricade humaine. 5 enterré.e.s jusqu'à hauteur des seins devant les machines. 16h départ des medias, les GM chargent, plusieurs blessé.e.s.

9 septembre - Occupation pendant 10 jours, du CG à Albi. Après sit-in dans le hall, évacuation brutale et occupation jour et nuit devant le bâtiment pour interpellé Carcenac qui s'en fout... royalement.

Nuits du 11 au 13 septembre - Chasse aux zadistes par des dizaines de pro-barrages : vitres brisées, véhicule incendié, coups, barres de fer, chasse à l'homme, insultes, menaces de mort. Présence policière bienveillante pour les pro-barrages et interpellations... de zadistes !!

14 septembre - Rassemblement et pique-nique en soutien à la ZAD.

17 septembre - À Gaillac, Castres, Albi, des lycéens bloquent leurs établissements contre la destruction de la zone humide.

20 septembre - Création de l'asso 1901 LES AMIS DES BOUILLES, pour le soutien financier à la lutte.

Octobre 2014 - Affrontements quotidiens, destructions des campements, affaires personnelles saccagées, violences policières. Arbres broyés sur des hectares, la rivière a disparu, le décapage commence. Résistance jusqu'au bout des occupants.e.s, sur et sous les arbres. Témoignages de soutien, citoyens, «personnalités», politiques. Les pro-barrages rôdent et sont violents.

7 octobre - Une grenade explosive lancée dans une caravane blesse grièvement une militante.

25 et 26 octobre - 5000 à 6000 personnes sur site pour un rassemblement pacifique et national de soutien. **Nuit du 25 au 26 - Rémi Fraisse, 21 ans, meurt sur le coup suite à l'explosion d'une grenade offensive tirée par un GM lors d'affrontements nocturnes.**

27 octobre - Publication du rapport des experts mandés par S.Royal. Constats : surestimation des besoins, médiocre étude environnementale, faiblesse du montage financier. Ce que disent, depuis des années, les opposants au barrage. Fin des grèves de la faim après 61 jours.

Fin octobre - Nombreux rassemblements en réaction à la mort de Rémi. Affrontements et interpellations à Toulouse, Nantes... Arrêt des travaux du barrage de Sivens.

2 novembre - Marche silencieuse d'hommage à Rémi Fraisse sur la ZAD. Plusieurs milliers de personnes.

4 novembre - Réunion contradictoire au Ministère à Paris. Ni abandon du projet, ni départ de la ZAD.

Décembre 2014 - février 2015 - Un champ est labouré par traction animale et semé à la main ; ail et oignon pointent le bout de leur nez. On construit. Sur les routes, tags de menace de mort anti-zadistes.

► **16-17 janvier 2015** Routes bloquées par des arbres vivants abattus par des pro-barrage.

29 janvier 2015 - Des hélicos survolent à nouveau la ZAD

1er février - Des pro-barrage constitués en milices, armés et violents bloquent l'accès à la Zad. Agressions nombreuses, vols de matériel, intimidations, violences, avec complicité des flics et gendarmes du coin.

4 février - Nouvelle procédure d'expulsion de la Zad

7 février - Parution du recueil de textes «*Sivens sans retenue*»

À nous tous-tes d'écrire la suite...

DEPUIS un an, la lutte du Testet riche de toutes ses composantes est devenue un gros grain de sable dans la machine politico-mafioso-capitaliste française. Et elle va grandissant. Sous l'explosion d'une grenade offensive, un jeune de 21 ans y a laissé sa vie.

Une forêt a été massacrée. Les agressions policières, les agressions des milices pro-barrages ont fait de nombreux-ses blessé-ées et des traumatismes divers sont recensés.

Les intimidations, les menaces, les attaques sur site, devraient nous faire fléchir ? Bien au contraire !

La défense de cette zone humide a permis de réunir dans l'action une asso légaliste, un collectif libertaire qui a lancé l'occupation, des zadistes venu.e.s de partout - et du Tarn- et une foultitude d'individus. Cette union est notre première victoire, qui en génère d'autres : en mars 2014, l'occupation contraint CACG et CG 81 à repousser de 6 mois le déboisement ! Début 2015, le projet de barrage initial est enterré. Du coup, la quinzaine d'autres barrages prévus dans le Tarn ont pris du plomb dans l'aile ! Pour autant, on n'a pas gagné : sur le terrain comme devant les tribunaux, la lutte est partie pour des années !

Occuper et tenir la terre, être politiques en actions, opposer notre présence aux magouilles du Conseil Général du Tarn, allié à la CACG pour le plus grand profit de quelques pollueurs de la FNSEA, ça leur fout les chocottes !

Pour preuve, leurs méthodes dignes de mafieux : la CACG qui doit construire le barrage a aussi fait l'étude préconisant sa construction (!). Des membres de la CACG sont aussi des élus locaux : avec l'habit bleu-blanc-rouge ils valident l'ouvrage, avec le smoking d'actionnaires ils empochent les bénéficiaires.

Ce vol d'argent public profite aussi à une poignée d'exploitants agricoles aux pratiques productivistes, polluantes, nocives pour l'humain et pour la planète.

Pour preuve, leurs méthodes dignes de dictateurs birmans ou chinois : des ouvriers ne parlant pas français (droit du travail, connais pas !), ont coupé les arbres, entourés de dizaines de gendarmes mobiles, au milieu des gaz lacrymos, pour dégager les opposants.

Pour preuve, leurs méthodes de furieux : il faut avoir vu les militants sur leurs fragiles plateformes osciller sous les assauts des machines géantes. Des morts, il aurait pu y en avoir depuis longtemps.

Pour preuve, leurs méthodes de pourris : les pro-barrages cognent les militants, bloquent les routes en milices organisées, cassent les appareils-photos des journalistes, agressent, menacent de mort, et voilà les gendarmes qui leur serrent la pince et couvrent leurs méfaits en toute décontraction. Milices et polices, même combat : défense du système et du capital. Merci, le gouvernement socialo !!

Aux Zad, militants ! L'union née au Testet inspire d'autres combats, d'autres ZAD...

Cette nouvelle forme de lutte, basée sur l'autogestion est une alternative efficace aux impasses des mouvements sociaux.

Notre pari : que le refus des projets nuisibles et imposés, la mise en évidence de l'arnaque démocratique et des réalités de la répression armée, trouveront toujours plus de soutien populaire.



26 Octobre 2014



Militants-tes enterré.es pour faire barrage aux machines. 8 septembre 2014



Lexique Testet :

Les Bouilles : nom méprisant donné à des zones humides non exploitables pour la filière agri-bizzness, qu'on reprend avec fierté, dans le respect de la terre et du vivant.
www.tantquilyauradesbouilles.wordpress.com

Collectif Testet : association pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, l'ère entité à dénoncer le barrage et à proposer des retenues collinaires dans la région.
www.collectif-testet.org

Confédération paysanne : syndicat pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs.

On a raison !

Ce qu'on perd, ce qu'on gagne, et ce qu'il fallait

Toute cette histoire à commencé suite à une campagne médiatique du MEDEF qui voulait mettre fin aux régimes spéciaux : «ces Français qui se la coulent douce».

Tout au long de cette lutte, et quelles que soient nos conditions de survie, nous avons eu à nous défendre de cet *a priori* : «Les intermittents sont des feignants et des privilégiés.»

Y'a pas mal de théories à la con qui traînent comme ça...

Le PS les a rejoints sur une idée récurrente, complètement débile et jamais vérifiée, qui voudrait que les patrons créent plus d'emplois quand il paient moins de charges... À ma connaissance, il n'y a aucun exemple dans l'histoire qui vérifie cette théorie, les patrons n'emploient des gens que quand ils ont des trucs à leur faire faire... Pas parce qu'ils coûtent moins cher !

Comme celle qui dit que les grandes fortunes le méritent parce qu'elles ont travaillé... Mais quelle connerie ! qui les a vus au travail ?

Et la théorie qu'ils n'appliquent pas à eux-mêmes mais maintiennent bien ancrée dans l'imaginaire collectif : "quelqu'un qui ne travaille pas ne peut pas gagner plus que quelqu'un qui travaille".

Ils en font un problème moral, parce qu'ils sont persuadés d'un précepte encore une fois jamais vérifié : si les gens peuvent vivre aussi bien sans travailler qu'en travaillant ils ne travailleront plus et ne créeront plus de richesses... Encore une fois, quand on voit la quantité d'associations, de bénévoles d'AMAP et compagnie... on constate que c'est probablement faux... Leur seul problème, c'est que ce travail-là ne les enrichit pas à eux...

Ce qu'on gagne

Nous avons été confrontés au Medef, à la CFDT et au PS, qui ignorent tout des réalités du travail discontinu sur le long terme... Pourtant, il nous semble (nous les chômeurs, intermittents, précaires) que c'est en train de devenir la norme, et qu'en s'y prenant bien, on doit pouvoir trouver des solutions.

Parmi les différentes espèces de gros cons de patrons, il y en a deux qui sont préoccupées par l'UNEDIC :

- ceux que j'appellerais old school, qui font fabriquer, encore et toujours, des missiles et des congélateurs, des téléphones, des appareil-photos, des charrues... Cela commence à être arrivé au bout d'un cycle, quoiqu'on en dise, il ne sert plus à rien d'augmenter la production...

- et ceux, les gros cons new âge, qui exploitent le vivant, la terre, l'eau, l'énergie... parce qu'il y en aura toujours besoin, et là, cela peut-être intéressant d'augmenter la production / productivité...

Je vais essayer d'expliquer :

Tu laboures ton champ avec un bœuf, que tu nourris pour ça, si tu ne lui files plus rien à bouffer quand il ne travaille pas, il sera crevé la saison suivante, où il te faudra à nouveau labourer...

Alors, comme tu es malin, tu sèmes suffisamment pour toi et pour les bœufs, même quand ils ne travaillent pas... c'est simple... sauf qu'au bout d'un moment, il n'y a plus de terre à semer, donc tu ne peux plus augmenter ta production...

Là, deux solutions, soit tu te dis que tu as assez produit comme ça, que tu as assez à bouffer pour toi, tes enfants, pour les bœufs et les enfants des bœufs, et tu files le surplus à tes voisins qui ont moins de terre et aux voisins des bœufs qui crèvent la dalle chez ton voisin...

Soit tu te dis que tu n'es pas encore assez gras, que tu pourrais bouffer encore plus, et que nourrir tout ces bœufs pour seulement 2 mois de labour, c'est pas moral... donc, tu gardes quelques bœufs pour les tou-

ristes, tu flingues tous les autres, et tu achètes une nouvelle charrue, avec laquelle un seul bœuf fait le boulot de 10, 100, 1000 bœufs au fur et à mesure que ta bécane évolue.

Tu ne cultiveras pas plus que le max que ta terre le permet, mais au moins tu auras plus de blé pour toi, tu pourras t'en repaître jusqu'à la fin de tes jours... Ça, c'est l'option du gros con de paysan qui bute des bœufs qui ne lui ont rien fait... Il y a une nuance, celle du gros con de paysan social-démocrate qui, pour ne pas effrayer les touristes, ne bute pas les bœufs mais les affame et les maintient tout juste en vie...

Ces patrons français ont un double problème :

- Un problème technique : comment augmenter les bénéfices alors que la consommation et la croissance n'augmenteront pas de manière significative ?

- Un problème moral : il faut que les gens qui ne travaillent pas le vivent mal, sinon ceux qui travaillent vont s'arrêter et nous ne serons plus les seuls à bien vivre sans rien foutre... à quoi servent la richesse et l'oisiveté, si elles sont partagées ?

Ils se sont dit : pour augmenter les bénéfices, on va dépenser moins... même si c'est pas notre pognon ! On va donner des indemnités de merde aux travailleurs qui sont en pause...

Pour résoudre le problème moral, on va désigner et accuser tous ceux et celles qui travaillent à temps discontinu et qui le vivent bien...

Ça c'était pour le point de vue des gros cons, mais comme ils ne lisent pas ce journal, je vais passer au point de vue des bœufs.

1 • Il y a le point de vue des bœufs qui pensent que c'est normal de ne bouffer que lorsqu'on laboure et qu'il n'y a pas de raison, et que ceux qui pensent le contraire n'ont qu'à pas bouffer, ça en fera plus pour eux.

2 • Il y a les bœufs politiciens un peu plus malins, qui confortent les premiers dans cette idée, et négocient avec les gros cons pour pouvoir eux-mêmes bouffer sans rien foutre. En échange, ils évitent aux gros cons de se faire encorner...

3 • Et il y en a qui pensent qu'il suffit d'encorner tous les gros cons, et qu'il n'y a que comme ça qu'ils nous lâcheront la grappe, et ils discutent pour savoir qui labourera quoi, et qu'est-ce qu'il y aura à becqueter... comme il ne sont pas tous d'accord au même moment, l'encornage général a pris du retard... On en parle depuis longtemps, depuis la construction de la première charrue...

«Nous», les bœufs qu'on a gardés pour amuser les touristes, les intermittents du spectacle, rentrons dans les trois catégories. Du coup, on est toujours plus ou moins en train de discuter pour se mettre d'accord.

Cette année 2014, nous nous sommes beaucoup battus, nous avons gagné théoriquement, notre statut n'a pas bougé, nous pouvons repartir amuser les touristes...



La croix du black out : carré noir : pas de lumière
croix blanche : pas de son
(logos 2014)

Mais, concrètement, nous avons beaucoup perdu

Au début, il m'a semblé qu'une nouvelle génération de personnes totalement écoeurées de la politique mais désireuses de s'engager dans de «nouvelles luttes» venaient «sentir l'ambiance».

Elles n'avaient pas beaucoup de points communs, excepté le profond dégoût pour les espèces de mafias qui concentrent tous les pouvoirs : argent / politique / presse... le PPA en somme, le parti du pouvoir de la presse et de l'argent, tous ces types dans les négociations CFDT / MEDEF, autour d'un barrage à la con, au CG 31, qui s'opposent en façade, mais qui se mettent vite d'accord pour descendre un Rémi et caricaturer ses ami-es en les traitant de Jihadistes verts.

Jihadistes verts, non mais quels fumiers, est-ce qu'on traite la CFDT de djihadiste jaune, nous ? Comme ça, sans nuance ?...

C'est là-dessus que tout a commencé : on savait que le MEDEF voulait notre peau, mais personne ne comprenait rien à cet accord du 22 mars.

On savait juste que la CFDT les aiderait... Et on a constaté que les autres syndicats s'alignaient plus ou moins, parce qu'ils ne voulaient pas passer pour des bourricots. Seule la CGT à refusé de signer un truc tendu par un patron, sans savoir l'impact que ça aurait sur les camarades.

Heureusement qu'il en reste quelques uns...

Donc l'accord passe. «Nous» avons vite compris qu'il allait falloir «taper fort» sur le gouvernement pour qu'il préfère nous écouter «nous», plutôt que les gros bourges et leurs domestiques.

Le texte était hyper compliqué, «nous» ne savions pas ce qui nous attendait, mais nous étions sûrs d'une chose, il fallait se battre !

Le problème c'est que ce «nous» n'existe pas.

Ça a des avantages, c'est probablement un moindre mal mais ça entraîne certaines difficultés : «Nous» les personnes mobilisées à ce moment-là pour nous bagarrer, nous avons des réalités très différentes, excepté qu'*a priori* nous sommes des travailleurs discontinus, des chômeurs par intermittence ou carrément chômeurs continus, ou des personnes qui n'ont encore jamais travaillé pour un salaire...

Tous ces «gens» sont là, avec un passé plus ou moins long... On s'est retrouvé à écouter une minorité défendre la position de tel ou tel syndicat, parti ou groupuscule... Chacun est venu à tour de rôle étaler son érudition, sa «culture politique», comme ils disent !

Disons que c'était plutôt amusant avec le recul, personne à ma connaissance n'avait l'intention de rejoindre une armée, même si nous avions déclarée la guerre au MEDEF ! Les quelques «sachant» ont pris beaucoup de place, de plus en plus en fait, mais au fur et à mesure qu'ils parlaient, ils étaient de moins en moins d'accord...

En gros et en caricaturant, un bref résumé :

- Les syndicalistes pensent que les «lumpen» ne peuvent pas être solidaires entre eux, trop préoccupés par leur survie. *Ce qui est peut-être vrai mais qui, soit dit en passant, concernera tous les salariés d'ici quelque temps, nous serons tous bientôt des travailleurs / chômeurs...*

- Les révolutionnaires pensent que nos positions sont trop réformistes et qu'elle n'aboutiront à rien dans un système capitaliste mondialisé comme celui que nous subissons actuellement... *Point de vue que je partage mais je ne crois pas que de meilleurs droits sociaux nuisent à l'avènement de la révolution je crois même le contraire, perso je lutte mieux avec quelque chose dans le ventre et des camarades à défendre.*

Plus nos actions prenaient tournure médiatique, et plus «les positions de principe» se multipliaient. Et là, c'était moins drôle, nous étions perpétuellement en train de devoir nous justifier au moment d'agir. Le mouvement a commencé à prendre à partir de mi-avril ; il y avait très peu de chômeurs et d'intérim, beaucoup de «gens du spectacle» avec ou sans indemnités.

Les «révolutionnaires» n'ont pas tardé à nous le reprocher : «Oui vous vous battez que pour les intermittents,

it démontrer...

blablabla, c'est une lutte corporatiste, blablabla... On est de la chair à manifester, vous, vous n'êtes pas les plus pauvres...»

Sauf que là, du coup, c'est la CGT qui a commencé à se crispier comme elle sait si bien le faire :

«Vous n'avez aucune idée de ce qu'est une négociation avec le patronat, blablabla, vous êtes des révolutionnaires qui veulent systématiquement foutre le bordel, blablabla, vous n'êtes pas des vrais intermittents...etc.

Des heures et des heures de discussions, d'A.G., de réunions, toujours à devoir nous justifier auprès des syndicalistes ou des révolutionnaires... toujours à s'excuser, à regarder nos pompes... et ce qui devait arriver arriva.

Valls et Rebsamen valident l'accord, ne touchent pas au statut d'intermittent (ce qui permet aux syndicalistes de se barrer), mais nous tendent un piège : ils nous invitent à des tables de concertation (ce qui permet aux révolutionnaires de claquer la porte en nous soupçonnant de trahison)...

On a l'impression de se répéter mais tant qu'on ne dépassera pas les petites disputes, les procès d'intentions et les concours de quéquettes : Nous perdrons !

Ça a joué à Avignon, et ça a joué à Chalons... Il y a eu un jour ou deux de grève, et voilà...

Les socialistes ont différé la loi sur le différé, pour faire plaisir au gentils intermittents, Fillipetti à démissionné...

À quoi ça sert de se battre ?

C'est un peu long mais faut bien trouver une fin positive :

Les droits rechargeables, mesure ignoble, sont entérinés... Depuis novembre, nous ressentons les effets de cette mesure que nous ne comprenons que très peu... De plus, celles et ceux qui se sont bagarrés et qui tentent de reprendre le boulot sont très mal vus par ceux et celles qui n'ont pas bougé, ça tire à vue dans les compagnies : "Malheur aux vaincus !", ce n'est pas que dans les mines ou chez Renault !

Les droits rechargeables empêchent le réexamen d'un dossier d'indemnisation en cours, et comme celui-ci peut se perpétuer indéfiniment, nos ennemis ont gagné, ils n'ont pas touché au régime, mais les conditions d'accès sont devenues extrêmement dures !

Au final, ceux qui arriveront encore à accéder au statut seront de moins en moins nombreux et de plus en plus privilégiés... On le leur reprochera l'an prochain et tout sera à recommencer...

Depuis 2003, nous faisons des propositions à ces connards du MEDEF et de la CFDT.

Fin décembre, l'Unedic a reconnu que nos propositions ne sont pas plus coûteuses. Donc tout le monde pourrait être content. Mais il reste le problème moral : un chômeur ne peut pas être content, sinon les riches ne sont plus les seuls à bien vivre sans rien foutre.

Il leur reste aussi le problème de cet accord qui est une sombre merde quasi inapplicable.

Pour cette raison, je crois que nous pouvons aujourd'hui être des chômeurs décomplexés, je vais d'ailleurs proposer que la croix du black-out qui nous sert de drapeau soit remplacée par une pâquerette, symbole de la sieste !



Paquerette de la sieste décomplexée : on n'a pas d'argent mais on a des idées (proposition 2015)

Je crois que ce qui est vrai pour les intermittents est vrai pour toute une nouvelle génération de «militants», qu'ils soient zadistes, antifa ou éduc, qu'ils, elles réquisitionnent ou filent un coup de main aux sans-papiers, s'enflent avec les fachos ou plantent un arbre dans une AMAP...

Regarder nos pompes, on sait plus faire, plus jamais ...

Parce qu'on a raison !

N. R.



Même avec « la gauche » aux commandes, il faut se battre pour continuer un peu de travail social... et quelquefois, la lutte paie...

En août 2014, le Conseil Général de la Haute-Garonne prend la décision abrupte et sans appel de mettre un terme à toutes les prises en charge des jeunes migrants de 19 ans et plus, placés dans les différentes MECS (Maisons d'Enfants à Caractère Social) de la région. Les cadres de l'Aide Sociale à l'Enfance appellent les établissements concernés pour leur annoncer la nouvelle mesure, à savoir que ces jeunes auront 3 à 7 jours pour quitter les lieux et trouver des solutions d'hébergement et de survie, sachant que la plupart de ces jeunes sont sans papiers.

Stupéfaction chez le personnel et les éducateurs qui se mobilisent et refusent d'appliquer ces mesures ! Témoignage d'un éducateur très impliqué dans cette lutte.

Un éduc' face à la commande sociale

Elle n'est pas belle notre époque ?

Mais si, bien sûr mes amis, la gauche est au pouvoir, Sarko 1^{er} est tombé, les plus faibles vont enfin avoir un petit temps de répit. Les Conseils Généraux, également de gauche, assurent les missions de l'aide sociale à l'enfance. Tout va bien, dormez enfin tranquilles.

Les éduc, dans les foyers, vont forcément avoir plus de moyens pour travailler avec les enfants laissés sur le bord de la route (les jeunes abandonnés, maltraités, ou arrivés seuls en France depuis des pays en guerre).

Je peux aller bosser tranquille, sans m'inquiéter d'une commande sociale stigmatisant les plus faibles, les étrangers. Enfin...

Comment ça, on nous demande d'évacuer des foyers une cinquantaine de jeunes en moins d'une semaine ?

Ça doit être une erreur, le Conseil Général, de gauche, s'était engagé à les accompagner jusqu'à leurs 21 ans, certains ont même signé il y a moins d'une semaine !

Ah, on me dit que ce n'est pas tout à fait ça, ouf, il doit y avoir une erreur. En fait il fallait comprendre que nous ne devons mettre à la rue que les jeunes majeurs ÉTRANGERS, sic...

Fin du rêve «rose» auquel pas grand monde ne croyait, mais comme ça, c'est acté !

Entre le fatalisme de certains (nos directions), et la colère des copains (collègues et sympathisants), le choix a été vite fait. On sort la tête du guidon et on se positionne, et oui, ce n'est pas parce que l'on a une délégation de mission de service public que l'on est obligé d'obéir !

On (les équipes des maisons d'enfants) s'est opposé à ce qui été appelé pudiquement des «déménagements» de jeunes. Des déménagements pour aller à la rue, moi j'appelle plutôt ça des expulsions ! On nous a proposé, pour un des jeunes, un hébergement chez un curé ! Mais bien sûr, et vous me ferez 15 «je vous salue Marie» tous les soirs pour avoir bonne conscience !

À ce stade, et comme on est très terre à terre, on va demander au Conseil Général (P.S.) où il a mis ses pseudo valeurs, et là tout devient clair. Les réponses : «On doit faire face à une invasion massive et inquiétante de jeunes étrangers. On ne peut pas accueillir toute la misère du monde ».

Sarko et Rocard seraient-ils Conseillers Généraux de Haute Garonne ?

L'époque est tellement merdique que les manif's, et les rassemblements, quand les dirigeants savent que les gens se dispersent dans l'heure, ne servent plus à rien, si ce n'est à fatiguer les vrais militants.

Dans cette lutte, on (les plus motivés) ne s'imaginait pas perdre, on ne s'en donnait pas le droit, l'enjeu était trop important. C'était juste inadmissible pour nous de mettre dehors des jeunes que l'on a accompagnés pendant des années, sachant très bien que nous les lâchions trop tôt, et sans solution. Alors on s'est installé sur le parvis du Conseil Général et on était déterminé à ne pas en bouger, sans solution pour les gamins.

Ils ont compris en face que l'on était déterminé à ne rien lâcher.

Nous avons donc campé là pendant 17 jours, en grève totale pour certains, rejoints par des copains militants pour d'autres causes (coordination des intermittents et précaires, DAL, Mouvement des squat', syndicats traditionnels comme la CGT ...).

Chaque jour, le campement s'agrandissait, on rajoutait un canapé, un barnum, des douches, des toilettes.

En face, ils ont compris que l'on était prêts à aller jusqu'au bout, et au bout de plus de 2 semaines d'occupation, ils ont craqué !

On a tout obtenu : la réintégration officielle de tous les gamins, le Pdt du CG leur a écrit personnellement à chacun pour le leur confirmer. On peut à nouveau les accompagner jusqu'à 21 ans.

Nous avons également obtenu des titularisations de travailleurs sociaux au sein du conseil général.

Putain ! pour une fois, on a gagné, et pas qu'un peu. On a gagné sur le résultat direct pour les gamins, mais on a aussi gagné bien plus sur le coté humain. Un front commun des professionnels, comprenant des gens peu habitués à la lutte, des syndicats traditionnels avec des modes d'action qui ne fonctionnent plus qui rencontrent des militant plus alternatifs, des jeunes que l'on accompagne, présents en permanence qui nous ont soutenus.

Le bon sens et la solidarité ont fait plier la connerie et le cynisme, pour une fois...

S. T.

La bête immonde

La poussée de l'extrême droite et l'extrême droitisation du débat politique est un phénomène qui s'affirme dans toute l'Europe. À la faveur de la prétendue crise économique (qui voit surtout bénéfices et dividendes augmenter) les extrêmes droites réalisent une percée électorale de manière synchrone. Les élections en Grèce ont porté au Parlement le groupe néonazi Chryssi Avghi (Aube dorée). En Autriche, Suisse, Norvège, Finlande, Hongrie, Pays-Bas, France... c'est entre 15 et 25% des votants qui ont accordé leur suffrage, lors de différentes élections, à des partis d'extrême droite. Ces chiffres permettent de mesurer l'étendue de la gangrène.

On lit ici et là que la situation n'est pas grave car elle n'aurait rien à voir avec celle qui, dans les années 1930, a porté Hitler au pouvoir. Les conditions historiques produisant des fascismes de circonstance, les parallèles sont, il est vrai, toujours quelque peu hasardeux. Mais force est de constater que la fascisation des esprits gagne chaque jour du terrain en Europe et qu'une fraction importante des classes populaires est atteinte par le virus fasciste propagé par ces organisations d'extrême droite.

En France, le FN, maintenant qu'il a réussi à s'acheter une "respectabilité" de façade en installant dans le débat politico-médiatique les propositions phares de son programme, à commencer par le rejet des immigrés, l'islamophobie, la préférence nationale, menace d'attaquer en justice quiconque ose le traiter de parti fasciste. Mais ce n'est pas la fine couche de vernis "démocratique" étalée par Marine Le Pen sur les pustules du Front National que lui a légué son papa qui peut cacher la nature profondément fasciste de ce parti. Malheureusement l'infect brouet démocratique que le FN tente, depuis quelques années, de faire avaler aux électeurs semble faire de l'effet sur ceux-ci. Si l'on se fie aux sondages de popularité et d'intention de vote, qui lui sont de plus en plus favorables, ce parti fasciste serait aux portes du pouvoir.



Qui, de Robert Ménard ou du FN, est le plus fasciste ?

En mars 2014, le FN a conquis le pouvoir dans 12 mairies dont Béziers, la plus emblématique de par son importance (plus de 70 000 habitants) et la personnalité de l'individu qui a été élu Maire, **Robert Ménard**. Car, bien que Ménard s'en défende, il a bien été élu avec le programme et le soutien officiel du FN. Soutien qui aujourd'hui embarrasse surtout le... FN ! Ménard ayant dévoilé rapidement le caractère profondément fasciste de sa personnalité, il fait ainsi craquer les apparences démocratiques dont le FN se pare aujourd'hui, ce qui n'est pas du tout du goût des dirigeants frontistes. Louis Aliot, conseiller régional de Languedoc-Roussillon et vice-président du FN (et accessoirement compagnon de Marine Le Pen) peut ainsi déclarer sur France Culture : «Il (Ménard) est dans une certaine contradiction en disant "je ne suis pas Front National" comme s'il avait en face de lui un épouvantail, tout en prenant à son cabinet des gens qui sont beaucoup plus, beaucoup plus radicaux que ne le sera jamais le Front National.» Et le plus rageant, c'est qu'on ne peut pas donner tort à Aliot !

Dès son élection, Ménard nomme comme directeur de cabinet André-Yves Beck, et Christophe Pacotte en tant que chef de cabinet. André-Yves Beck, a été membre de *Troisième voie*, un groupuscule d'extrême droite parmi les plus actifs, fondé par Serge Ayoub, et dissout suite à l'assassinat du jeune antifasciste Clément Méric. Le nouveau directeur de cabinet de Robert Ménard est aussi le fondateur de *Nouvelle Résistance*, un groupe se réclamant du "fascisme dans sa version anticapitaliste". Quant à Christophe Pacotte, il avait intégré en 2012 le bureau directeur du Bloc identitaire. Des nominations qui permettent d'entrevoir ce que pourrait devenir la ville de Jean Moulin sous la coupe de son nouveau maire.

L'élection de Ménard aura donc eu au moins le mérite d'obliger certains médias à dévoiler (un peu) la face cachée de ce répugnant personnage qui, jusqu'à il y a peu, faisait encore partie du sérail médiocratique, et, à ce titre, jouissait de leurs faveurs. Pendant plus d'un quart de siècle, Ménard a été la créature des médias, le porte-voix du discours d'une classe politico-médiatique de droite et d'extrême-droite, d'abord avec *Reporters Sans Frontières* et ensuite en tant que

journaliste-chroniqueur à la télé et la radio : émissions quotidiennes sur I-Télé (filiale de Canal+), RTL, puis Sud Radio... Lorsqu'il crée RSF⁽¹⁾ en 1985, Ménard est représentatif de ces soixante-huitards qui ont trahi la conscience politique libertaire de l'époque par goût du pouvoir : anarchiste au début des années 1970, il rejoint les trotskistes de la LCR en 1973 puis s'encarte au PS jusqu'en 1981⁽²⁾. Ce parcours politique lui permettra, pendant de longues années, de masquer sa véritable personnalité et de profiter du soutien de la gauche bien-pensante du milieu médiatico-politique. Même quelqu'un comme Raoul Vaneigem, qui, *a priori*, ne peut pas être suspecté de naïveté politique ou d'acointances avec l'extrême-droite ou même la droite, s'est laissé abuser : en 2008, Ménard préface le bouquin de Vaneigem, «*Rien n'est sacré, tout peut se dire : Réflexions sur la liberté d'expression*» (Éditions La Découverte). Pourtant quelques voix critiques ont essayé, depuis plus de dix ans, de dénoncer la personnalité de Ménard (Brauman, Guillebaud, Ignacio Ramonet...) ou le fonctionnement de RSF, mais sans rencontrer, bien sûr, d'écho dans les grands médias. On n'attaque pas, en France, l'icône médiatique, le preux chevalier Ménard, défenseur incontesté de la liberté d'expression, prix Sakharov⁽³⁾ en 2005 et fait chevalier de la Légion d'honneur le 23 mars 2008 sur proposition de Bernard Kouchner. A quand le prix Nobel de la Paix ?

Dès 2005, un journaliste canadien, Jean-Guy Allard, publie un livre très documenté, «*Le Dossier Robert Ménard*», où il révèle les liens de RSF avec la CIA. Allard met en évidence l'alliance entre RSF et le Département d'État US à travers des contrats conclus avec la National Endowment for Democracy (NED) et l'International Republican Institute (IRI), deux officines écrivains de la CIA, créées sous l'administration de Ronald Reagan pour détourner des fonds publics vers des organisations étrangères. Ménard avait aussi associé RSF à cette mafia des hiérarques de la Presse continentale appelée Société Intercontinentale de Presse (SIP), une vieille créature de la CIA dont le siège est à Miami et porte le nom de son «refondateur», l'agent Jules Dubois, illustre membre du renseignement nord-américain.

En 2007, l'écrivain et essayiste français, Maxime Vivas reprend et développe ces accusations dans son livre : «*La face cachée de Reporters sans frontières*». Dans cet ouvrage, l'auteur dénonce RSF en raison de son financement par des fonds accordés par «divers ministères français» et par de «grosses

sociétés françaises» et des «subventions en provenance des États-Unis», sa propagation de «fausses nouvelles» utiles à ce dernier pays, et son mutisme sur la concentration de la presse dans les mains des puissances financières. Il lui reproche aussi de s'en prendre de manière «sélective» aux gouvernements de Fidel Castro à Cuba, et d'Hugo Chávez au Venezuela. Ménard commente l'ouvrage en dénonçant en Maxime Vivas un «zéloteur du régime castriste» qui, afin de discréditer l'association RSF, aurait inventé des liens entre Reporters sans frontières, la CIA et indirectement avec Ben Laden. Maxime Vivas, qui se présente comme un «zéloteur des peuples à disposer d'eux-mêmes», répond, pour sa part, que les liens de RSF avec la CIA sont avérés, démontrés et «chiffrés en dollars». S'agissant des liens de RSF avec Ben Laden, l'auteur dit avoir parodié dans son livre une méthode utilisée par RSF et qui conduirait selon lui à une telle affirmation ridicule par «effet de halo».

En 2008, après 23 ans de règne absolu, Ménard, l'apparemment inamovible fondateur de *Reporters Sans Frontières*, annonça à la surprise générale qu'il abandonnait sa charge de secrétaire général de l'organisation controversée. 23 ans passés à occuper les médias, exposant ses idées, dénonçant des chefs d'État, ses contradicteurs et, d'une manière générale, dénonçant tous les courants de pensée qui ne sont pas atlantistes et pro-américains. 23 années d'éruccations sans que jamais ne soit organisé un débat avec d'autres qui pensent différemment ou qui déplorent la dérive de RSF. C'est pourquoi ce porteur d'idées d'extrême-droite a pu apparaître au grand public comme un chevalier blanc.

Après sa démission de RSF, Ménard jette définitivement son masque, commet deux livres («*Vive Le Pen!*» et «*Vive l'Algérie française!*»), où il étale sa nauséabonde pensée, ce qui n'a pas l'air de gêner le moins du monde les grands médias qui l'accueillent régulièrement. En 2013, il décide de revenir à Béziers, où il a passé son adolescence et où vit toujours sa famille, pour briguer le poste de Maire, avec le soutien, donc, du Front National.

Dès qu'il est élu, Ménard donne libre cours à ses penchants fascistes : interdiction de cracher dans l'espace public (en cela il reprend un décret de Pétain de 1942) ; interdiction d'étendre du linge aux balcons visibles depuis la voie publique ; interdiction des paraboles sur les façades ; couvre-feu de 23 heures à 6 heures pour les mineurs de moins de 13 ans

DES CRAYONS POUR DÉNONCER, TÉMOIGNER, RÉSISTER ET COMBATTRE.

Un journal ne doit pas être à la merci des fluctuations de grandes assemblées, mais l'œuvre d'un petit groupe d'individus unis par des pensées communes, se recrutant eux-mêmes.

Les Temps Nouveaux, fin 1912. Jean GRAVE

dans l'hyper centre et le quartier de La Devèze (ex-ZUP); convocation à la mairie des auteurs de petits délits, menacés, s'ils ne venaient pas, de voir leurs aides sociales suspendues ; suppression des aires de jeux dans le quartier HLM de La Devèze, attribution de blouses aux élèves de maternelle et primaire... Ménard soumet ainsi, à coups de "petits interdits" la population biterroise, et impose chaque jour un peu plus son fascisme "ordinaire", dont la mise en place du catholicisme comme religion officielle de Béziers n'est pas le moindre avatar.

En août 2014, pour la première fois en 45 ans d'existence, la Feria de Béziers a été placée sous le signe d'une grand messe dans les Arènes (5 000 personnes) suivie d'un cortège jusqu'au Théâtre municipal où sur son balcon, très mussolinien, Ménard prononce un discours musclé. Et en décembre c'est l'installation d'une crèche de Noël dans le hall de la Mairie...

Ménard est aussi nostalgique de l'Algérie française, comme il l'a écrit, mais surtout de l'OAS, l'Organisation de l'Armée secrète, une ligue clandestine fasciste et putschiste qui, pendant la guerre d'Algérie, tortura et massacra des civils, qui se livra à des attentats aveugles en France et en Algérie. Certains historiens (ainsi que De Gaulle dans ses *Mémoires d'Espoir*) évaluent à plus de 12 000 le nombre de personnes assassinées par l'OAS. Certains contestent ce nombre et l'évaluent à 2 000 environ, ce qui plus que suffisant pour s'indigner. Le 5 juillet 2014 Ménard est donc allé s'incliner devant une stèle qui porte un hommage photographique à quatre terroristes de l'OAS condamnés par la justice et fusillés et y prononce un discours faisant l'éloge de «la résistance OAS». Ah oui, au fait, son père était membre de l'OAS. Et dans la foulée il décide de changer le nom de la "rue du 19 mars 1962", date des accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie, pour la baptiser "rue commandant Hélie de Noix de Saint Marc", général putschiste en 1961 !

Ménard profite aussi de son pouvoir pour inviter à Béziers ses copains fascistes : les deux premiers ont été Éric Zemmour d'abord, et Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon, dit de Villiers, ensuite, venus faire la promotion de leurs livres. Pour cela, la totalité des panneaux de la ville ont été utilisés et la salle du Palais des congrès mise gratuitement à leur disposition. Tout cela aux frais du contribuable. D'autres fascistes viennent s'installer à Béziers, comme Robert Ottaviani, ex-cadre FN et ancien membre d'un groupe rock identitaire néo-nazi, qui doit diriger une "Mutuelle biterroise dite municipale pour les pauvres"...

Ici, à Béziers, le programme de Ménard a libéré les propos racistes, le rejet des immigrés et des sans-papiers, l'exclusion des SDF des rues et places... Contrôles d'identité abusifs, gentrification du centre ville, imposition de la "propreté"... Caméras partout, police omniprésente (d'ici l'année prochaine l'effectif va être doublé, cf. article Midi Libre 17/11/2014), contrôles accrus, pression, oppression, c'est ce que l'on vit ici à Béziers.

Et les partis de gauche, les associations bien pensantes de gauche voudraient que «tous ensemble», on s'allie contre l'extrême droite !

Quant à nous, nous ne nous indignons pas de la montée de l'extrême droite, nous voulons la combattre comme nous l'avons toujours fait et surtout combattre le capitalisme qui génère cette droite extrême fasciste. Face aux soulèvements et insoumissions, la démocratie libérale montre qu'elle ne tient pas seulement par la domestication minutieuse des individus et des espaces de vie, ou par les dominations économiques et sociales, mais aussi par un usage déterminé de la terreur. Avec rage et joie, proclamons que nous sommes vivants en combattant toutes les oppressions !

R. D.

(1) Avec, entre autres, Rony Brauman et Jean-Claude Guillebaud qui quitteront rapidement l'association en dénonçant le « climat pourri » et la « dictature domestique » que Ménard fait régner sur RSF. Brauman, en 1995, décrit Ménard comme un « dictateur villageois », « une brute qui parle des droits de l'homme » et lui reprochera même de « doubler Le Pen par sa droite » (à propos des positions de Robert Ménard sur la peine de mort).

(2) Il sera délégué du CERES (aile gauche du PS) pour la fédération de l'Hérault au congrès de Metz en 1979 et bénéficiera du soutien de François Mitterrand et de Jean-Michel Du Plaa, conseiller général PS de l'Hérault, pour la création de RSF.

(3) Le prix Sakharov pour la liberté d'expression (aussi appelé « prix Sakharov pour la liberté de pensée » et « prix Sakharov pour la liberté de l'esprit »), nommé en l'honneur du scientifique et dissident soviétique Andreï Sakharov, fut créé en 1988 par le Parlement européen pour « honorer les personnes ou les organisations qui ont consacré leur existence à la défense des droits de l'homme et des libertés. »

Il y a peu, en des temps d'horreur et de dégoût, 4 millions d'individus de la France éternelle, officielle et profonde ont marché pour la liberté d'expression, en un «unanimité suspect» notera François Morel, ami des victimes. Dans les jours qui suivirent, 7 millions de je-suis-Charlie (des athées, sans doute habituels lecteurs de Charlie) s'arrachèrent le numéro d'après drame, sans but lucratif, bien que le numéro d'avant massacre, tiré à 30 000 exemplaires atteignait déjà un prix exorbitant sur interbénéficient. Spéculateurs charognards de petite envergure ! Cependant, la presse française rendait hommage nécrologique aux victimes en mobilisant presque tous les illustrateurs et en reproduisant des images parues dans la revue victime de l'attentat. De tout ce concert, nous retiendrons surtout le numéro hors série de Siné-mensuel qui, par des textes et des dessins originaux, se révéla le plus engagé. (Notons que la société éditrice de cette revue est justement nommée Editions du crayon). Parmi les déclarations empreintes de noblesse et de compassion, François, l'autre, le pape des catholiques, a prononcé les mots énergiques : «Tuer au nom de Dieu est une aberration». On pourrait y mettre un point d'exclamation définitif, mais il a ajouté tout de même que si la liberté religieuse et la liberté d'expression «sont deux droits humains fondamentaux, on ne peut provoquer, on ne peut insulter la foi des autres, on ne peut la tourner en dérision», et que la liberté d'expression n'autorise pas tout et doit s'exercer «sans offenser» (rapporté par Le Monde, 17 janvier 2015). Ce qui nous fait craindre le pire. Il faut, en effet, se souvenir qu'en février 1989, alors que Salman Rushdie était condamné à mort par des fanatiques pour ses *Versets sataniques*, le cardinal Ducoudray, commentant ce qu'il appelait un «jugement sacré», le justifiait (presque) en déclarant : «Voilà ce qui arrive quand on heurte la conscience des croyants». Quelques jours après la levée de boucliers de protection de la liberté d'expression, ils étaient nombreux, ceux qui n'avaient pas pleuré et les crocodiles aux larmes séchées, à penser et laisser entendre qu'il faudra prendre des dispositions pour enterrer les lois permissives à l'égard du dessin satirique, dont le rôle est de moquer et dénoncer tous les pouvoirs (entendons bien : y compris religieux).

L'histoire de la presse est aussi l'histoire de la répression qui s'est trop souvent abattue sur les écrivains et artistes osant user de la liberté d'opinion. Le pouvoir politique (manipulé par les autorités économique, religieuse...) punissait à sa façon. Ainsi les plumes, les pinceaux et les crayons se rencontrèrent souvent dans des images satiriques qui rendaient compte de la censure, des poursuites et des condamnations.

Un exemple, parmi d'autres...



Le °423 du 8 mai 1909, de *L'Assiette au Beurre* est entièrement consacré au soutien d'un dessinateur condamné. Ce numéro de 20 pages réunit les contributions de 33 artistes. Les artistes sont des gens qui... Couverture de Louis Morin, avec, en tête, ce texte : Tous les dessins contenus dans ce numéro ont été offerts gratuitement par les artistes à leur camarade Aristide Delannoy, condamné à un an de prison et 3 000 francs d'amende pour délit d'opinion et actuellement détenu à la Santé. Le dangereux humoriste :- Prenez garde !... Prenez garde !... Le voilà qui diguise son crayon !...

De quoi s'est rendu coupable Delannoy ? Voici les faits :



Au printemps 1908, au Maroc, le général d'Amade fait tuer 1500 hommes, femmes et enfants innocents du douar de Bou-Nouala. Le 16 avril, dans *L'Humanité*, Jean Jaurès dénonce le massacre : « Contre cet assassinat nous protestons au nom de la France, de la vraie France qui aurait horreur de ce crime si elle le connaissait dans sa vérité. Nous protestons contre cette expédition d'iniquité, de rapine et de violence qui ne peut aboutir qu'à ces monstrueux attentats ». Déjà, le 11 avril, la revue *Les Hommes du Jour* a publié dans son °12, un article de Victor Méric (signé Flax) sur l'expédition du Maroc et les massacres de Casablanca, avec en couverture un dessin suggestif d'Aristide Delannoy, dénonçant le général dont une presse servile colporte qu'il est humanitaire.

Le 10 juin, Delannoy et Méric sont convoqués par le juge d'instruction Flory, sur plainte du ministre de la guerre le général Picquart.

La loi de libéralisation de la presse du 29 juillet 1881 avait supprimé le délit d'opinion, en précisant que sont condamnables : les diffamations, les injures... l'atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, l'apologie des crimes de guerre et crimes contre l'humanité...

Ils sont inculpés, en application des lois scélérates de 1893 et 1894 qui supprimaient ce régime libéral pour les publications anarchistes et en permettaient tous les arbitraires.

Le procès a lieu le 26 septembre, en cour d'assises. Le délit de diffamation commise envers un particulier ne pouvait pas être retenu, les faits étant irréfutables, il n'y avait pas injure non plus. Il ne restait plus que l'atteinte etc. à la nation, à sa sacrosainte armée, au colonialisme protecteur des sauvages en cours de civilisation.

Delannoy est défendu par l'avocat Ernest Lafont, Méric par le parlementaire Marcel Sembat qui a l'autorisation de plaider. Nous disposons d'un rapport établi par le Commissaire de Police qui assistait à ce meeting et écrit à propos de l'intervention de Marcel Sembat : il établit contraste entre l'affaire de Delannoy, condamné à un an de prison, et la non condamnation d'un dessinateur de l'Aurore, alors que M. Clemenceau était à ce journal, qui représentait le général De Pellieux exactement dans la même tenue, à l'issue de la guerre de Chine (Ceci inspirera à Delannoy un nouveau dessin qui paraîtra dans *L'Assiette au Beurre* °401 du 5 décembre 1908).



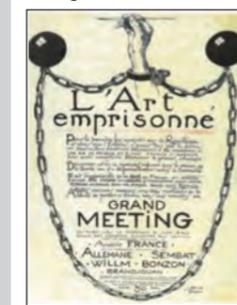
Illustration de *L'Assiette au Beurre* °401 du 5 décembre 1908, intitulé : Les Plus Belles Phrases de Monsieur Clemenceau. Les 2 légendes sont extraites d'articles de Clemenceau, parus dans son journal *La Justice*, et recueillis en 1895 dans *La Mêle sociale* : — Qui donc a fait un immense charnier de la terre, sinon le blanc civilisateur ? (p. 14. Pour quelques anthropophages) — En tout cas, le meurtre systématisé, de nos jours, ne choque personne, est même tenu pour légitime et glorieux. (p.350. A propos de l'attentat de Barcelone en 1894).

Méric et Delannoy sont condamnés chacun à 1 an de prison et 3000 francs d'amende. Le pourvoi en cassation est rejeté.

Le 12 novembre 1908, Méric entre à la prison de la Santé. L'incarcération de Delannoy, faible et tuberculeux, a été repoussée ; mais le pouvoir politique obtient qu'il rejoigne la prison le 1^{er} mars 1909. Déjà très affaibli, Delannoy dépérit en détention. Les demandes de libération sont ignorées. En mai, ses amis dessinateurs décident de protester, à leur manière, dans ce °423 qui lui est dédié. Un mois plus tard, son camarade Jules Grandjouan organise, avec le concours du Comité de Défense Sociale, un meeting et dessine l'affiche qui appelle à l'opposition et au soutien le 9 juin*.

L'Art emprisonné.

Pour la première fois, après 40 ans de République et alors que l'Empire n'avait pas osé le faire, un dessinateur, ARISTIDE DELANNOY a été condamné à UN AN DE PRISON ET 3 000 FRANCS D'AMENDE pour avoir caricaturé Monsieur le général d'Amade. DELANNOY est à ce moment-là enfermé dans la prison de la Santé, car il est formellement exclu de l'amnistie. Il est inadmissible qu'en 1909, en France, un artiste puisse être encore condamné et emprisonné pour avoir exprimé sa pensée dans un simple dessin sans légende.



"Artistes, écrivains, ouvriers, vous tous partisans de la liberté de penser et d'écrire nous vous convions au GRAND MEETING qui aura lieu le mercredi 9 juin à 8 H 1/2, salle des sociétés savantes, rue Danton, avec le concours assuré de Anatole FRANCE et la présence effective de ALLEMANE, SEMBAT, WILLM, BONZON, GRANDJOUAN. Ouverture des portes à 7 H. Dans la salle seront exposés et mis en vente les dessins offerts à Delannoy par ses amis. Ce meeting fusionne avec le meeting organisé par le COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE. Entrée 50 centimes."

L'affiche est signée : à Delannoy, son ami Grandjouan.

Cédant à la pression, et craignant — si un accident définitif se produisait en prison, l'exploitation qu'en ferait une certaine presse —, le pouvoir décide la libération de l'artiste le 26 juin. Bien que mal en point, Delannoy peint et continue le combat en dessinant pour les revues et journaux amis. Mais le mal empire. Fin 1910, il quitte Paris pour le soleil du sud où il est hospitalisé à Saint-Raphaël. Début avril il revient à Paris et s'éteint à son domicile le 5 mai 1911 à l'âge de 37 ans. Il est enterré à Béthune, sa ville natale.

Il était alors inculpé pour un dessin paru en octobre 1910, dans *Le Pioupiou* de l'Yonne, pour injures aux militaires des armées de terre et de mer.



Avant le Départ. Ce que disent les Mères... — Mon petit, vaut mieux nous revenir assassiné par les morticoles galonnés qu'assassiné de tes frères dans une grève.

L. S.

* Jules Grandjouan collabora activement aux publications libertaires ou sympathisantes. Cela lui valut maintes poursuites et, en 1911, il fut condamné pour un dessin antimilitariste à dix-huit mois de prison et 30 000 F d'amende. Il préféra alors s'exiler pendant quelque temps, et voyagea, visitant l'Allemagne, l'Égypte, l'Italie. Il revint en février 1912 et fut amnistié en février 1913 » (Dictionnaire du Mouvement ouvrier). Le Comité de Défense Sociale fut fondé en 1904 par des anarchistes et socialistes révolutionnaires pour apporter aide aux militants poursuivis en raison de leur action, pour faire campagne contre les bataillons disciplinaires (affaires Aernout et Rousset), contre les bagnes militaires, en faveur du syndicaliste Durand, pour les manifestations Ferrer, etc.

Autodafés, Fascisme la force des faibles... d'esprit !

Brûler l'écrit, attaquer physiquement, quand on n'est pas capable de lutter par l'esprit, refuser au peuple le droit de penser, asservir, terroriser et détruire par le feu, telle est la méthode qui, depuis l'inquisition, et de tout temps, a été employée par les dictateurs et les fascistes...

Livres brûlés en place publique, mais aussi presse, librairies, imprimeries, attaquées, victimes d'incendies et d'attentats contre les moyens d'expression, et les personnes, comme en ce moment, en de nombreux pays, comme toujours, comme cette attaque de Charlie hebdo, si traumatisante, tout cela laisse un moment sans voix : comment argumenter face à cette incommensurable bêtise, à cet obscurantisme, à cette cruauté sans remords, à ce fascisme pour qui la liberté, la dignité humaine sont des notions inconnues...

Nous-mêmes, cet ensemble formé par Basta, l'AAEL et l'imprimerie 34, avons subi 5 attentats en 10 ans, de 1976 à 85. Par chance, nous n'en sommes pas morts...

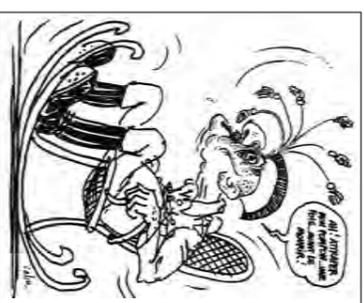
Mais nous savons que dans la majorité de ces attentats qui détruisaient nos outils de travail, c'est l'expression qui était attaquée, tantôt par les uns, tantôt par les autres, mais toujours des fachos ! Des franquistes espagnols à l'extrême-droite française en passant par des extrémistes sionistes, et des "faurissoniens", l'éventail est large, mais tous avaient trouvé que nous avons écrit, ou simplement imprimé pour d'autres, des choses qui ne leur plaisaient pas ! cela leur suffisait... Se souvenir, raconter, pour qu'ensemble, dans le présent et le futur, nous trouvions au moins les moyens de résister à cette barbarie. Ce n'est pas seulement nécessaire, c'est vital. Basta.

Des dessins pour lutter contre le fascisme, il y a 40 ans déjà...

C'était toute une époque, et elle a été abondamment racontée, depuis ce 7 janvier... La fine équipe de Charlie Hebdo des années 70, c'était un mythe, et leur respect, leur liberté de parole prolongeait, pour nous tous, qui pensions encore qu'il était interdit d'interdire, et qu'il était impossible que l'on revienne là-dessus, en ce temps hors du temps, cette parenthèse dans l'histoire où l'on pouvait rire de tout, remettre en question les principes les mieux établis, et poser des problèmes jusque là tabous, en rigolant, en choquant, en se libérant de la morale et, bien sûr, de la religion.

Nous n'étions pas d'accord sur tout, c'est vrai, ils (à Charlie) étaient majoritairement très "non-violents" et se crispaient dès qu'on leur parlait "actions" ! Par exemple, s'agissant d'anti-franquisme, ils n'étaient pas très enthousiastes, Choron, et Cavanna, quand nous allions les voir après les actions des "GARI", pour leur demander du soutien... Mais à leur façon, ils nous aidaient. Soulas et Nicoulaud ont participé à la création de Basta, dont ils ont illustré abondamment les premiers numéros (le dessin des titres est de Nicoulaud). Et quand Soulas a demandé à tous ses amis dessinateurs humoristes d'offrir un dessin en solidarité, contre le fascisme en Espagne, ils n'ont pas hésité, c'est ce qu'ils savaient faire et ils l'ont tous fait ! Cabu s'est amusé de la sénilité du dictateur, et Wolinski, avec son humour grinçant, ne s'est pas gêné pour ironiser sur l'indifférence, et l'égoïsme des touristes français qui, refusant de voir les horreurs de la dictature, se riaient sur les plages espagnoles... Depuis ils ont continué à traquer la connerie, toujours critiques, toujours irrévérencieux, et toujours sans méchanceté...

Qui aurait pu penser qu'un jour ils en mourraient !



Quelques publications de l'AAEL

Pour connaître l'AAEL et son histoire : "Affiches contre...", ouvrage collectif, 20x28 cm, 296 pages, plus de 200 affiches reproduites et commentées.

"Manuel d'économie à l'usage de celles et ceux qui n'y comprennent rien" édition 2013, de Patrick Mignard La collection des 5 tomes de l'"Anthologie de la connerie militariste, d'expression française"

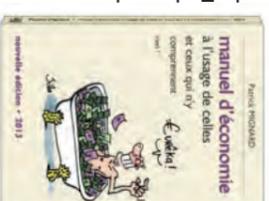
Lucien Seroix - couvertures de Tardi
ANTHOLOGIE de la CONNERIE MILITARISTE d'expression française - bêtises - bobards - bourrage de crâne - et monstruosités diverses...



Et il reste quelques exemplaires de la fiction politique "Etat de peur" (Si l'extrême-droite était au pouvoir) édité en 1997, et toujours, hélas d'actualité.

D'autres titres, et un bon de commande à télécharger sur le blog : aael-toulouse.eklablog.com rubrique "publications"

<http://aael-toulouse.eklablog.com/publications-c343816>



BASTA, journal de l'AAEL est imprimé par Scopie à Toulouse. Février 2015



31 bis route de Seysses - 05 61 59 27 29
Imprimerie@scopie.net



Un seul Dieu pour tous, le pognon !



Gattaz est son prophète
Valls son apôtre !

Séparation du MEDEF et de l'ETAT !

n°44

février

2015

2 €